

Notre-Dame-Des-Landes : un entêtement coupable

La FSU de Loire-Atlantique a, en 2013, pris position contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes à partir d'une approche essentiellement syndicale et environnementale. L'Union Solidaires avait alors pris une résolution similaire. La CGT a depuis, dans des termes proches, adopté un positionnement qui les rejoint. La FSU va proposer une déclaration commune FSU/Solidaires/CGT pour positionner un syndicalisme d'intérêt général soucieux de développement soutenable, de qualité de vie et de travail.

La relance du projet par le gouvernement, à partir de déclarations obstinées du premier ministre, confirme le maintien d'une vision qui affiche une conception en trompe-l'œil d'une modernité au service d'un monde de profits, d'une logique strictement productiviste ignorant les aspects écologiques et ce, juste avant les échanges de la COP 21.

L'aéroport de Notre Dame des Landes s'inscrit dans un vaste mecano d'aménagement de la métropole nantaise. La fermeture de Nantes Atlantique à Bouguenais ouvrirait un considérable marché immobilier aux promoteurs sur tout le sud-ouest de l'agglomération nantaise. Il permettrait la reconstruction du CHU sur l'île de Nantes. Les friches industrielles feraient l'objet d'une reconversion juteuse (avec plusieurs milliards d'euros d'enjeux) et favoriseraient le pôle des nouvelles technologies « Jules Verne ».

Le dessein est avoué en partie. Il s'agit de désindustrialiser à terme. Ce projet accentuera le déséquilibre industriels entre le nord et le sud Loire. Le partenariat public/privé avantage considérablement le groupe Vinci. Il laisse déjà augurer un aéroport voué aux compagnies low cost. Les intentions de développer le fret ne tiennent pas l'argumentation dans un pays, où tout est organisé à partir de Roissy. Les conséquences en termes de transport routier, d'aménagement ferroviaire, de coûts énergétiques et de pollutions induites ne sont pas sérieusement étudiées. Quant à l'emploi il dépendra largement des délocalisations inévitables touchant aussi bien l'agglomération nantaise que celle de Rennes, voire d'Angers.

Économiquement, écologiquement, ce projet n'est pas seulement coûteux dans sa construction et ses aménagements induits. Il répond surtout à une vision totalement en déphasage avec la manière de penser une économie respectueuse de l'environnement et des hommes. C'est un projet qui sert les profits d'une catégorie du monde patronal et de la classe politique qui en partage les représentations.

La campagne électorale récente a permis de vérifier les déterminations et accords passés au sein des formations politiques. L'extrême droite promet de faire place nette sur la LAD, d'évacuer les protestataires quels qu'ils soient par recours à la force. La droite affirme que l'aéroport se fera mais avec des ouvrages nécessaires pour l'heure non prévus (pont sur la Loire, nouveaux axes routiers, etc.). La majorité de gouvernement confirme la réalisation du projet mais - concession faite aux Verts - après étude complémentaire sur les avantages et inconvénients d'un maintien de Nantes Atlantique. Ainsi la LAD pourrait être évacuée mais les travaux possiblement reportés fin 2016 au plus tard. Même cette dernière solution n'est pas satisfaisante. Elle laisse non traitée, derrière une procédure dilatoire, toute la question du type de développement qui est désormais à porter pour que les profits d'un monde construit sur l'argent cessent de ruiner toute la planète.